

## De la souffrance sociale à l'émergence de solidarités

### Libéralisme et individualisme, impacts sur la société et sur le travail social.



Réédité en 2014, « Le crépuscule du social » (1) faisait l'état des lieux d'un désengagement de « l'état social » vers une responsabilisation accrue des citoyens dans un processus d'individuation enclenché par la crise des années 1970 ; cette crise de l'état social ayant fait naître de nouvelles inégalités et des souffrances sociales. Hélène Strohl (2) avait fait en 2009, elle aussi, le constat d'un non-fonctionnement de l'état social. Elle revient sur cette notion qui, selon elle, s'est construite sur l'idéologie du progrès, incluant productivisme et individualisme. Pour elle, la fin de la cohésion sociale met un terme à la solidarité moderne. Mais malgré l'individualisme triomphant, de nouvelles formes de solidarité surgissent. Fabienne Brugère (3), en confrontant les notions d'individus et d'individualisme, plaide, elle, pour une politique de l'individu. L'état social doit lui apporter protection et soutien, car l'individu ne saurait vivre sans collectif.



« L'individu hypermoderne » (4), ouvrage collectif, prolonge cette réflexion sur la notion d'individu en la confrontant à celle de modernité. Les auteurs interrogent la place de l'individu au cœur des mutations engendrées par la mondialisation économique, ils en soulignent les effets et nous amènent à l'hypothèse de la naissance d'un nouveau type d'individu.

Pierre Savignat en 2009 (5), en constatant les effets de la crise économique et en dénonçant des visions s'inspirant de ces modèles, invitait à construire un travail social non

indexé sur le néolibéralisme. Traversant un contexte de complexité, le travail social s'oriente vers deux voies ; d'une part la rationalisation, d'autre part celle, humaniste et sociétale, qui donne sens aux actions de gouvernance et de management. L'une n'annulant pas l'autre, mais pouvant s'imbriquer si l'on comprend les logiques de la rationalisation comme, par exemple, l'optimisation des moyens ou le besoin de transparence. Selon lui, le travail social a un rôle d'interpellation du politique sur les réalités sociales. Il n'est pas condamné à appliquer des principes libéraux. Le même auteur, quelques années après, poursuit sa réflexion dans « L'action sociale a-t-elle encore un avenir ? » (6). Même s'il constate que la logique de marchandisation n'est pas aussi importante, il décrit et critique la « nouvelle gestion publique » à l'œuvre. Il propose des avenir possibles basés sur la place des pratiques professionnelles, la participation des usagers, l'approche territoriale et une refondation du jeu des acteurs de l'action sociale.

Brigitte Bouquet (7) fait le même constat. Face aux politiques dites « néolibérales » et aux mutations profondes, le travail social doit être réinterrogé, faire preuve d'innovation et de création tout en veillant à préserver ce qui paraît essentiel dans les acquis.

Jean-Pierre Hardy, dans « La marchandisation du travail social » (8), critique, lui, les dénonciateurs du spectre du néolibéralisme et invite les lecteurs à s'interroger surtout sur les mutations conjointes du travail social, associatif et militant. Il y dénonce l'usage d'une rhétorique sociologique non fondée sur la réalité.

### Constats de professionnels, des solutions envisagées



Lois du marché, crise économique, baisse des moyens et nouvelle organisation du travail, des professionnels du travail social font aussi le constat, au côté des sociologues, que ces évolutions sociales ont un impact réel sur le travail social. Laura Izzo et Christophe Anché (9), travaillant en protection de l'enfance et parlant de « la marchandisation du travail social », dénoncent la précarisation des professionnels. Ils s'interrogent sur le sens et les valeurs de leur travail et appellent à la

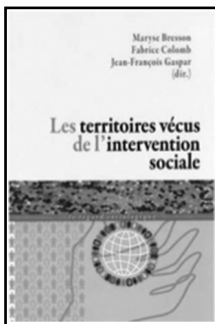
résistance et à l'innovation, notamment en matière d'actions collectives. Gaby Navennec (10), ancien syndicaliste, propose, dans « Les souffrances sociales », un état des lieux et analyse la place des différents acteurs sociaux dans la compréhension et dans les réponses apportées à ces souffrances. Il invite à « penser l'avenir » pour « vivre plus dignement ensemble ».

Fabienne Brugère (11), elle, promeut la « puissance d'agir » de l'individu par une politique du soutien de l'état, une société du *care* qui permet des dynamiques collectives.

Le philosophe Henri Pena-Ruiz dans son ouvrage « La solidarité, une urgence de toujours » (12) en appelle à des solidarités de résistance ; solidarités qui ont une capacité de transformation sociale. Mais cette solidarité doit aussi se traduire au niveau politique et viser à la construction d'un monde solidaire.

En mettant en valeur des initiatives impliquant des citoyens, la fondation Abbé Pierre (13) dresse le constat que là où les politiques ne se mobilisent pas assez, la société civile agit vers plus de solidarités contre l'exclusion. Selon eux, c'est au niveau local que des choses bougent.

Laurent Ott (14) en appelle lui aussi au changement de modèle face à « la faillite du travail social classique » qu'il ne réduit pas à des baisses budgétaires, mais à un changement social radical. Face aux plus exclus de notre société et à une société qui « désinsère » quotidiennement, le social se réinvente dans les marges des institutions par la voie du travail social communautaire. Selon lui, l'inconditionnalité (accueil inconditionnel) est de rigueur, cela dans la proximité avec les personnes concernées, dans leur environnement.



Ces dynamiques collectives essaient ici et là. En Belgique (15) par exemple, autour des jardins, souvent outils d'insertion professionnelle, de nombreux projets relient social, pratiques agricoles, économie locale et écologie. La réappropriation des pratiques peut redynamiser et redonner du sens aux économies locales.

La question complexe de la dimension territoriale est interrogée dans son ensemble dans un ouvrage collectif sur l'intervention sociale territoriale (16). Les

pratiques sont diverses, mais elles permettent de penser de nouvelles formes de solidarités.

### Vers des dynamiques collectives



Dans « Les nouvelles dynamiques du développement social » (17), Bourque et Avenel, entre France et Canada, propose un état des lieux du développement social qui, selon eux, permet de répondre aux enjeux des transformations sociales. L'ouvrage plaide pour l'élargissement de l'intervention collective et pour un renforcement de la société civile et de la participation citoyenne. « Le sens du travail social » (18) réside non plus dans la prise en charge, mais dans l'accompagnement des personnes à la transformation

de leurs conditions sociales. Leur pouvoir d'agir et leurs ressources doivent être au cœur de l'intervention sociale comme c'est le cas dans l'intervention sociale d'intérêt collectif.

L'ISIC (19), ou « intervention sociale d'intérêt collectif », produit du changement tant au niveau des personnes concernées que des travailleurs sociaux et des institutions. Ces pratiques collectives qui s'intensifient permettent à la fois un changement personnel, un changement relationnel et un changement des rôles sociaux. Selon Christina De Robertis, elles tendent à renforcer la responsabilité des personnes ainsi que leur implication citoyenne au niveau local. Le travailleur social redonne ainsi du sens à son travail et les politiques sociales sont réorientées vers « l'activation et la mobilisation des personnes elles-mêmes ».

Le « pouvoir d'agir » (20) ou *empowerment* est le concept clef des actions collectives. « L'approche DPA-PC » est une méthodologie créée pour les travailleurs sociaux afin de développer le « pouvoir d'agir » des personnes et des collectivités, c'est-à-dire de leur permettre d'agir sur des choses importantes de leur quotidien. Ce « pouvoir d'agir » peut permettre de sortir d'une souffrance sociale qui passe par la reconnaissance de l'autre. Par le travail avec les habitants d'un territoire (21), les professionnels de l'action sociale peuvent participer à l'élaboration d'une société du « faire-ensemble » pour un « monde commun ».

## Notes

- (1) Vrancken, Didier, *Le crépuscule du social*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2014.
- (2) Stroh, Hélène, « Pour une solidarité sociétale », in *Sociétés*, n° 138, 2017, pp. 7-18. Lien : <https://www.cairn.info/revue-societes-2017-4-page-7.htm>.
- (3) Brugère, Fabienne, *La politique de l'individu*, Condé-sur-Noireau, Seuil, 2013.
- (4) Aubert, Nicole, *L'individu hypermoderne*, Toulouse, Érès, 2017.
- (5) Savignat, Pierre, « Le travail social aux défis du néolibéralisme. Entre le et la politique », in *Le Sociographe*, n° 30, 2009, pp. 21-29. Lien : <https://www.cairn.info/revue-le-sociographe-2009-3-page-21.htm>.
- (6) Savignat, Pierre, *L'action sociale a-t-elle encore un avenir?*, Paris, Dunod, 2012.
- (7) Bouquet, Brigitte, « Le travail social à l'épreuve. Face aux défis, dynamiques et reconquête de sens... », in *Empan*, n° 68, 2007, pp. 35-42. Lien : <https://www.cairn.info/revue-empan-2007-4-page-35.htm>.
- (8) Hardy, Jean-Pierre, *La marchandisation du travail social : fausses peurs et réalités*, Paris, Dunod, 2014.
- (9) Izzo, Laura et Anché, Christophe, « Le réveil des choses », in *Le Sociographe*, n° 55, 2016, pp. 33-42. Lien : <https://www.cairn.info/revue-le-sociographe-2016-3-page-33.htm>.
- (10) Navennec, Gaby, *Les souffrances sociales : de l'acceptation aux alternatives*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- (11) Brugère, Fabienne, « Quand l'individu s'émancipe grâce aux autres », in *Revue Projet*, n° 346, 2015, pp. 59-67. Lien : <https://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-59.htm>.
- (12) Pena-Ruiz, Henri, *La solidarité, une urgence de toujours*, Paris, Rue des écoles, Agora éducation, 2010.
- (13) « Solidarité, j'écris ton nom », in *Et les autres?*, n°98, 2018, pp. 9-13. Lien : [https://www.fondation-abbe-pierre.fr/documents/pdf/et\\_les\\_autres\\_n98\\_-\\_janvier\\_2018.pdf](https://www.fondation-abbe-pierre.fr/documents/pdf/et_les_autres_n98_-_janvier_2018.pdf).
- (14) Ott, Laurent, « Travail social : changer de modèle », in *Lien social*, n° 1232/1233, 2018, pp. 6-7.
- (15) Dusoulier, Josué; Larbey, Vincent et Mortier, Quentin, « Jardinons le social, cultivons un autre monde », in *L'observatoire*, n° 90, 2017 pp. 4-67.
- (16) Gaspar, Jean-François; Bresson, Maryse et Colomb, Fabrice, *Les territoires vécus de l'intervention sociale*, Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, 2015.
- (17) Avenel, Cyprien et Bourque, Denis, *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Nîmes, Champ social Éditions, 2017.
- (18) Bourque, Denis, « Partenariat et intervention collective : deux avenues de renouvellement du travail social », in *VST - Vie sociale et traitements*, n° 134, 2017, pp. 30-37. Lien : <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2017-2-page-30.htm>.

(19) De Robertis, Cristina, « Quels changements du fait de l'intervention sociale d'intérêt collectif? », in *Forum*, n° 150, 2017, pp. 32-43. Lien : <https://www.cairn.info/revue-forum-2017-1-page-32.htm>.

(20) Jouffray, Claire, *Développement du pouvoir d'agir : une nouvelle approche de l'intervention sociale*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2018.

(21) Schaller, Jean-Jacques, *Le sujet dans la cité : l'intervention sociale à l'épreuve des habitants*, Paris, L'Harmattan, 2014.